

QUATRIÈME JOUR DE L'OPÉRATION DE BOUZEGZA

Un atelier de fabrication de bombes artisanales détruit

Ce vendredi, quatrième jour de l'opération déclenchée dans le piémont du massif de Bouzegza, dans le centre de la wilaya de Boumerdès, contre un important groupe armé d'Aqmi, les éléments de l'Armée nationale populaire (ANP) ne lâchent pas la pression sur le reste de cette phalange.

En contrebas du village de Bourzazène, les éléments de l'ANP poursuivent leurs recherches dans l'oued Mestas, cerné des deux côtés par le maquis et où il est difficile d'avancer. Les soldats ont découvert, à cet endroit, un atelier de fabrication de bombes artisanales. Dans la casemate qui sert d'atelier, les forces de l'ordre ont trouvé des téléphones mobiles – de marque chinoises ; donc pas chers – et des puces qui servent à la mise à feu, à distance, des bombes confectionnées pour leur enfouissement généralement en bordure des routes. Justement, l'avancée des soldats est rendue difficile, non seulement par la nature du terrain mais beaucoup plus par le risque d'explosion d'engins explosifs cachés.

Habituellement, en effet, les terroristes truffent les alentours de leurs cachettes – souvent installées

pas loin d'un point d'eau – de bombes artisanales reliées avec du fil de pêche, invisible, lequel fil, est attaché au détonateur de la bombe. Toute personne qui heurte le fil est déchiquetée par la déflagration. Comble de difficulté, ces bombes ne sont pas détectables avec les moyens conventionnels de l'Armée. Soldats et officiers sont obligés d'innover sur place pour faire face au danger.

Et les réseaux de soutien et de financement ?

En dépit des difficultés sur le terrain, l'opération de nettoyage des maquis de Bouzegza se poursuit. Par ailleurs, on s'aperçoit depuis le lancement de cette opération, que la région de Keddara aurait été probablement épargnée, depuis quelques années par les terroristes ; à cause, sans doute, de



Photo : Samir Sid.

L'opération de nettoyage des maquis de Bouzegza se poursuit.

son utilité pour servir de base arrière à des seriates. Celles-ci occupant un emplacement central d'où elles pouvaient se déplacer pour commettre des attaques aussi bien à Alger que dans l'une des villes de Boumerdès ou même à l'ouest de la wilaya de Bouira. Si cette hypothèse

se confirme, on pourrait en déduire, à la fin de cette opération, qu'il ne restera pas aux survivants d'Aqmi assez d'espaces sûrs et sans présence militaire dans la wilaya de Boumerdès pour se mouvoir et préparer des attaques. Il est certain par ailleurs que les terroristes éliminés

ou en fuite ne pouvaient s'installer dans cette région, objet de ce ratisage puis circuler, s'informer s'approvisionner sans la disponibilité de réseaux de soutien. La neutralisation de ces réseaux, serait-ce la prochaine tâche que se fixeraient les services de sécurité ? Ces derniers ne manqueront, sans doute pas de s'interroger sur le fonctionnement, en toute tranquillité, d'une vingtaine de carrières d'agrégats dans une région montagneuse isolée de Bouzegza, alors que celle-ci est infestée de terroristes qui font du racket, leur principale source de financement de leurs attentats.

Le commun des mortels peut également s'interroger légitimement de la tranquillité dont jouissent d'autres carrières de tuf, d'agrégats et de sables qui activent et qui brassent quotidiennement des milliards depuis de longues années dans d'autres endroits de la wilaya de Boumerdès où les services de sécurité, la Gendarmerie nationale notamment, ne pénètrent qu'accompagnés de détachements de l'ANP lourdement armés.

Abachi L.

RÉFORME DU SECTEUR DE L'ÉDUCATION

Les évaluations périodiques, une nécessité, selon le ministre

Le ministre de l'Education, Abdellatif Baba-Ahmed, après avoir affirmé au mois de novembre dernier que des évaluations périodiques de la réforme allaient être effectuées pour «rattraper ce qui pouvait l'être», a néanmoins assuré, hier, que «la réforme se poursuivra sans relâche puisqu'il s'agit de la réforme d'un Etat et non de personnes». Le ministre est revenu sur la réforme du secteur de l'éducation initiée dès l'année 2003, assurant qu'elle sera appliquée avec des évaluations régulières tout au long de ses différentes étapes. C'est à travers une commission que devait être évalué l'état d'avancement de la réforme dans le cadre d'un bilan d'étapes. Il avait déclaré au mois de novembre dernier, devant les membres de la Chambre haute du Parlement, qu'il fallait y aller avec prudence en vue «d'éviter les mêmes erreurs». Le ministre de l'Education nationale s'exprimait, hier, devant les 50 directeurs de l'éducation dans le cadre d'une conférence nationale en vue d'évaluer le premier trimestre de l'année scolaire 2012-2013. La rentrée, qui a concerné huit millions d'élèves et un million de personnels administratif et enseignant, a été caractérisée par une tension qui a gagné pratiquement tous les paliers, en raison de la surcharge des classes. Les syndicats du secteur avaient alors tiré la sonnette d'alarme quant aux répercussions que pourrait avoir cette situation sur le rendement aussi bien des enseignants que des élèves. S'exprimant à ce propos, le ministre de l'Education a déclaré que le comité ministériel pour la réalisation des établissements poursuit son action en vue «d'accélérer la réalisation des infrastructures et de remédier ainsi au problème de la surcharge des classes». Abdellatif Baba-Ahmed a également affirmé que 108 établissements éducatifs ont été réceptionnés depuis septembre dernier pour améliorer les conditions de scolarisation. Il s'agit de 65 écoles primaires, 14 CEM et 29 lycées. Il évoquera aussi la réalisation de 82 cantines scolaires (53 en demi-pension et 11 en pension complète) en sus de 737 nouvelles salles de cours. Toujours pour ce qui est des équipements, le ministre a annoncé l'augmentation de l'enveloppe financière réservée à l'aménagement et à l'équipement des établissements, tel le chauffage. Dans son intervention, le ministre a aussi évoqué l'élaboration d'un avant-projet d'amendement du calendrier scolaire pour le cycle moyen ainsi que des méthodes plus adaptées aux particularités du cycle primaire. Selon Abdellatif Baba-Ahmed, le volet formation des enseignants a été pris en compte, notamment pour les régions du Sud et des Hauts-Plateaux. Il précisera qu'il s'agit de la révision des méthodes d'enseignement. Concernant ce dernier point, le ministre a souligné qu'il était nécessaire de compter avec la participation des enseignants et des partenaires sociaux. Pour ce qui est des syndicats du secteur, le premier responsable du secteur de l'éducation a préconisé un dialogue régulier et continu et un partenariat durable avec les syndicats et non pas un «dialogue conjoncturel qui intervient sous la pression».

F.-Z. B.

2 BLESSÉS ET 1 FOUR CALCINÉ

Incendie à la raffinerie de Skikda

Un incendie à l'unité 100 de traitement des essences (magna formé) de la raffinerie de Skikda s'est produit jeudi vers les coups de 21h37. Encore un ! On déplore 2 blessés, dont un s'est cassé la jambe, parmi les agents de sécurité, alors que côté matériel, c'est le four qui a été intégralement endommagé.

Selon des sources concordantes, c'est l'injection d'une charge vers le four, section non concernée par la réhabilitation (cette dernière aurait touché 70% de l'unité 100), lors du démarrage, qui a provoqué l'explosion. Les flammes, selon les habitants d'ex-Barrot, localité érigée en parallèle de la zone industrielle de Skikda, se sont pro-

pagées à la hauteur d'une colonne, ce qui a généré une panique chez la population. Trois camions de la FIR (force d'intervention rapide) emplis d'eau ont été dépêchés pour circonscrire le feu, ce qui fut fait en une demi-heure, avec l'aide bien entendu des agents d'intervention de la raffinerie. Une expertise sera effectuée

incessamment par une équipe conjointe de Sud-Coréens et d'Algériens, représentants de Samsung et Sonatrach, pour déterminer les causes ayant engendré cet incident, le énième.

L'incendie a provoqué la visite du wali de Skikda et de quelques responsables des complexes de la zone industrielle. Des mesures seront-elles prises dans l'immédiat à l'encontre des responsables ayant failli dans leur mission de garantir la pérennité de la raffinerie (un bijou, selon le qualificatif utilisé par un cadre) et, partant, de préserver les vies humaines, aussi

bien des travailleurs que des citoyens, notamment ceux (les responsables) ayant dépassé l'âge légal de la retraite ? Espérons-le.

Le processus de modernisation de la branche raffinage, le passage d'instrumentation à DCS (Digital contrôle système), ne se fait apparemment pas sans dégâts. Pour rappel, l'incident du GL1K, le 19 janvier 2004, ayant fait 27 morts et 74 blessés, a été causé dans les mêmes conditions : la phase d'essai des techniques de modernisation aurait été faite hâtivement.

Zaid Zoheir

SON P-DG LE DÉPLORE :

Algérie Télécom est perçue comme «une entreprise archaïque»

Algérie Télécom est perçue comme «une entreprise archaïque», «bureaucratique», déplore son premier responsable, Azouaou Mehemel.

Chérif Bennaceur - Alger (Le Soir) - Dans un message adressé jeudi aux travailleurs du groupe, à l'occasion du nouvel an, le P-dg d'Algérie Télécom a estimé que les clients et même les pouvoirs publics ont raison d'être mécontents vis-à-vis de l'opérateur de téléphonie. Les clients, les fournisseurs et les partenaires ainsi que l'environnement en général, écrit-il, «perçoivent AT comme une entreprise archaïque, bien loin d'être au diapason des évolutions technologiques». Une situation qui «suscite un grand mécontentement des clients sans oublier celui des pouvoirs publics dont la volonté et l'engagement pour le développement des TIC dans la société n'ont pas manqué d'être réitérés lors du dernier Conseil des ministres», relève Azouaou Mehemel. Il observe que «l'en-

treprise reste fortement bureaucratique et n'arrive pas à concrétiser dans les délais les projets de mise à niveau de son outil de production». En ce sens, il cite l'exemple des récents incendies d'Alger et de Ouargla qui témoignent de l'«impossibilité d'assurer la continuité du service en cas de sinistre». Ce qui «rend plus ardue la satisfaction des clients sur les plans quantitatif et qualitatif à un moment où nos abonnés continuent d'être traités comme simples usagers», regrette-t-il. Le patron d'Algérie Télécom semble mécontent du bilan «moyen réalisé par son entreprise». Ainsi, il constate que les objectifs fixés par le groupe pour l'année 2012 «n'ont, malheureusement, pas été atteints», même si une «légère» croissance a été enregistrée.

Gare à la sanction du client

Selon le P-dg d'Algérie Télécom, cet état de fait rend encore la tâche «plus compliquée» pour les exercices à venir,

puisque'il faudra «nécessairement» rattraper le «retard accumulé», d'autant que l'opérateur active dans un domaine à forte croissance et à forte évolution et doit, par conséquent, s'inscrire dans «un processus d'investissement permanent, tant dans les infrastructures que dans les ressources humaines». Ce qui «interpelle» tous les acteurs du secteur pour remédier à cette situation, relève Azouaou Mehemel, craignant la sanction inéluctable du client. «Il est vrai que la tâche est lourde et le défi immense, mais je reste profondément convaincu que la réussite est à notre portée pour peu que nous nous remettions en cause en nous plaçant toujours du côté du client (...) pour mieux le servir», soutient le président-directeur général d'Algérie Télécom. Ce dernier s'est engagé, à cet égard, à initier «toutes les actions» et à mobiliser «tous les moyens susceptibles de permettre à tout le monde d'accomplir sa mission dans les meilleures conditions possibles».

C. B.